Danemark : l’Université de Roskilde accusée d’être une voie détournée d’immigration pour des étudiants étrangers venant de pays non européens, en raison de certains de ses programmes

17/12/2025 à 18h46



L’université de Roskilde au Danemark s’est retrouvée au centre d’une polémique en raison de ses programmes, accusés par le Parti populaire danois (parti anti-immigration) et la première ministre sociale-démocrate, Mette Frederiksen, d’être une voie détournée d’immigration pour des étudiants étrangers.

A quelques mois des élections locales organisées le 18 novembre – un test avant les législatives prévues en 2026 –, les sociaux-démocrates sont à la peine dans les sondages, tandis que le DF, lui, progresse. **La formation anti-immigration reproche notamment à Mme Frederiksen l’augmentation de 84 %, depuis 2019, du nombre de ressortissants originaires de pays à majorité musulmane arrivés au Danemark.**

De son côté, le journal conservateur Berlingskecommence à publier des articles sur le nombre d'étudiants originaires de pays tiers, en pleine croissance, au point que les Bangladais représentent un sixième des effectifs en première année de master à Roskilde en 2024. **Selon le quotidien, la RUC serait peu regardante sur leur niveau, du moment qu'ils paient les frais d'inscription (entre 8 000 à 18 000 euros par an, en fonction des programmes, pour les étudiants qui viennent de pays non européens).** Notant qu'ils peuvent venir accompagnés d'un conjoint autorisé à travailler, le journal y voit un contournement des lois sur l'immigration professionnelle. […]

Prenant acte des critiques, le président de son conseil d'administration, Carsten Toft Boesen, patron d'une compagnie d'ingénierie, annonce sa démission le 15 septembre. Immédiatement, sa remplaçante, **Dea Forchhammer, admet que la RUC « *a perdu le contrôle de l'admission des étudiants étrangers* ». La direction annonce dans un communiqué la fermeture du master d'administration des affaires et leadership, qui compte le plus d'étudiants bangladais.** […]

Une pétition, signée par plus de 400 chercheurs et étudiants, regrette que l'université soit « prête à suivre le mouvement populiste et anti-immigrés, plutôt que de rester fidèle à ses valeurs, ses décisions légitimes et ses convictions » . **Mais la mobilisation reste limitée, déplore sous le couvert de l'anonymat un petit groupe d'enseignants, la plupart étrangers.** […]

Le Monde